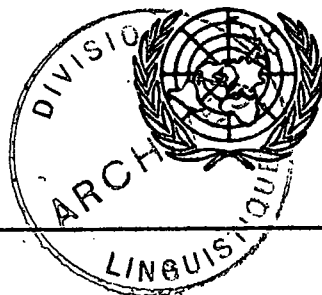


NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/1988/Add.1  
6 août 1988

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

Distr. double

Treizième session

Point 21

RAPPORT DU COMITE SPECIAL DE L'ESCLAVAGE (Deuxième session)

Etat estimatif résumé des incidences financières,  
présenté en application de l'article 33 du règle-  
ment intérieur du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

1. Convention internationale supplémentaire sur l'esclavage et les autres formes de la servitude

(Résolution III) - page 34 du document E/1988

La nomination d'un comité composé de représentants de gouvernements, chargé de rédiger une convention internationale supplémentaire sur l'esclavage et les autres formes de servitude, n'entraînerait pas de dépenses supplémentaires pour le budget des Nations Unies.

2. Création d'un organe international de surveillance pour la suppression de l'esclavage et des autres formes de servitude

(Résolution V) - page 38 du document E/1988

a) Cette résolution propose la création d'une commission permanente composée de trois à cinq experts nommés par le Secrétaire général, responsable devant le Conseil économique et social, et chargée des tâches suivantes:

- i) Examiner les renseignements qui seront fournis aux Nations Unies en vertu de toute convention relative à l'esclavage qui pourrait se conclure sous les auspices des Nations Unies;
  - ii) Etudier le fonctionnement des lois, règlements ou mesures administratives que les Etats membres auront pu adopter en vue de remplir les obligations qu'ils auraient contractées en vertu de telles conventions, ou de leur donner effet;
  - iii) Désigner des commissaires ou créer des commissions spéciales pour étudier ces mesures et évaluer leur portée, en collaboration avec les gouvernements intéressés;
  - iv) Etudier, en vue de faire des recommandations au Conseil économique et social, les mesures sociales et économiques que les gouvernements pourraient adopter pour redresser les abus qui, dans les relations entre débiteurs et créanciers et entre propriétaires fonciers et tenanciers, auraient conduit ou pourraient conduire à l'esclavage ou à d'autres formes de servitude;
  - v) Elaborer un programme éducatif destiné à modifier les conceptions spéciales qui consacrent l'existence de l'esclavage et des autres formes de servitude et veiller à l'application de ce programme; et
  - vi) Faire rapport au Conseil sur ses travaux au moins une fois par an.
- b) Les tâches énumérées aux alinéas i), ii), iv) et v) du paragraphe a) ci-dessus ne semblent pas devoir entraîner d'autres frais que la rémunération des experts constitués en commission. Dans l'hypothèse d'une session annuelle d'une durée de six semaines, qui serait convoquée au Siège permanent des Nations Unies, les dépenses à prévoir seraient les suivantes:

Frais de voyage pour cinq experts	\$ 3.000
Indemnités journalières de subsistance \$ 25 par jour	<u>\$ 5.250</u>
	\$ 8.250

- c) La tâche définie à l'alinéa vi) du paragraphe a), à savoir la préparation d'un rapport au Conseil, entraînerait des dépenses d'imprimerie qui pourraient s'élever à \$ 3.000 par an.

Toutefois le secrétaire général s'efforcera d'englober ces dépenses dans le crédit voté par l'Assemblée générale pour les documents officiels.

d) La désignation de commissaires ou la création de commissions spéciales envisagées à l'alinéa iii) du paragraphe a) ci-dessus, pourront entraîner des frais de voyage supplémentaires si ces commissions doivent se rendre dans certaines régions; il faudra alors, avant que ces voyages puissent être entrepris, obtenir de l'Assemblée générale le vote d'un crédit supplémentaire. Le taux des paiements serait le même que pour les experts. Toutefois, l'Assemblée a fixé le taux de l'indemnité journalière de ~~subsistance~~ des membres de ses commissions d'enquête et de conciliation à l'équivalent en monnaie locale de \$ 20 par jour. (Résolution 459 (V)).